

Manifestation du 22 octobre : échec au Fn

La retraite du Front national

Ce mardi 22 octobre fut une première à plus d'un titre. Une manifestation des retraité(e)s contre la politique du gouvernement Juppé était convoquée à la gare Montparnasse à l'appel de plusieurs organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU etc..). Le Cercle National des Préretraités et Retraités (CNPR), officine du Front National, avait officiellement annoncé qu'il s'y joindrait. Antifascistes et syndicalistes se mirent d'accord pour que la peste brune -futelle du troisième âge- ne vienne pas polluer la manifestation. Une centaine de militant(e)s de la CGT, CFDT, FSU et de Ras l'front firent donc un cordon sanitaire autour des frontistes et les refoulèrent loin de la manifestation aux cris de « Pas de fachos dans nos manifs ». Nous saluons ici cette manifestation de fermeté et d'unité, seule garante d'une riposte efficace contre le danger fasciste.

Soupe populaire et flamme tricolore, la gestion de la misère par le Fn.

Durant 5 mois de novembre à mars, les lundis et jeudis soirs, au pied de la gare Saint Lazare à Paris, s'installera le camion blanc siglé I.C.A.F. du pasteur Jean-Pierre Blanchard. Soutenu par Jany Le Pen et Samuel Maréchal (membre avec Blanchard du Cercle des amitiés protestantes), Blanchard annonce vouloir distribuer 10.000 repas chauds gratuits « aux plus démunis de nos compatriotes ». L'I.C.A.F. dépend directement du Fn et dispense des formations dans les villes tenues par le FN (voir ISA n° 2). Il existe au Fn, depuis

mars 96, un département « affaires sociales » dirigé par Carl Lang, vice président du Fn, François Xavier Sidos, membre du cabinet de Le Pen (ancien mercenaire de Bob Denard) et Pierre Vial conseiller régional Fn et animateur de la revue néo-nazie Terre et Peuple.

Rencontre SUD- Ras l'front du 10/10/96.

D'emblée tout d'abord la demande d'argumentaires contre le Fn en relation avec l'idée d'actions vers un 1er mai antiraciste et antifasciste. SUD est membre du groupe des Dix (voir plus loin), dispose d'une charte de valeurs qui permet la réflexion et le débat communs sur les menaces véhiculées par les « nouveaux habits » nationaux-sociaux du Fn.

FN-Poste ?

Un tract signé Fn-Poste a été distribué sur des bureaux de poste parisiens. Il dénonce les syndicats « qui font semblant de lutter » et s'élève notamment contre le risque de privatisation des Postes.

Collectif syndical contre Fn-pénitentiaire.

Un collectif de syndicats de justice du Languedoc-Roussillon réunissant le syndicat de la magistrature, la CGT, la CFDT, et le syndicat des avocats a remis, mi-octobre, au du procureur de la République de Montpellier une demande de procédure de dissolution du Fn-Pénitentiaire dont les statuts ont été déposés dans l'Hérault le 5 septembre dernier. Condamnant l'inactivité du garde des sceaux, ils annoncent qu'ils « mettront tout en oeuvre pour lutter contre cette implantation d'un parti raciste et xénophobe déguisé en organisation syndicale ». Par ailleurs, l'Union générale des syndicats pénitentiaires-CGT a demandé au garde des sceaux l'ouverture d'une enquête judiciaire à propos de la diffusion de tracts racistes dans les établissements pénitentiaires de Fleury -Mérogis, Rouen et Nice.

Rencontre Groupe des dix-Ras l'front du 10/10/96.

Lors de sa rencontre nationale du 27 septembre, le Groupe des dix, qui rassemble notamment, le SNJA, SUD-Crédit Agricole, SUD PTT, SUD Rail, SAADP, SBBNP, SUCEP, SNUI, SMAC, SNPCCI, SNABDF, SNPL, SAIL...), a invité Ras l'front à présenter l'Appel des syndicalistes. Cette présentation s'est poursuivie par un débat avec les syndicats présents sur l'offensive nationale-sociale du Fn et les moyens syndicaux à mettre en oeuvre pour s'y opposer. La discussion a permis l'ensemble aux organisations présentes une meilleure connaissance de notre mouvement. D'autres rendez-vous suivront.

Megret à Moulinex

A l'usine Moulinex de Mamers (Sarthe), menacée de fermeture pour cause de "restructuration" du groupe, Bruno Mégret est venu, en personne, distribuer des tracts à la porte de l'entreprise pour dénoncer "les syndicats institutionnels complices de ce processus de destruction". Et le numéro deux du FN rajoute : "Nous songeons effectivement à l'implantation dans le privé de syndicats d'un type nouveau....Nous allons multiplier ces actions sociales. Mamers est le coup d'envoi d'une grande campagne." Les travailleurs de Moulinex et d'ailleurs sont donc prévenus : en plus d'avoir à lutter contre leur direction, ils vont avoir à faire face à une force fasciste, dont nul ne devra se laisser duper par son label "syndical". Cette fois, Mégret a pu distribuer sans problème à la porte d'une entreprise en lutte contre les licenciements; espérons qu'à l'avenir ce genre de provocation des fascistes soit reçue comme elle le mérite par les travailleurs et les syndicats : un licenciement immédiat et sans préavis !

Sur le front des locataires..

« Paris l'espoir », journal parisien du Fn, distribué gratuitement sur les marchés, annonce dans son numéro d'octobre, la création du « Front national des locataires », qui invite les locataires de HLM de la capitale « à rejoindre le combat mené par J. Arrighi ».

et celui du chômage..

Dopé par le nouveau credo social du Fn, le Front anti-chômage (F.A.C.) retrouve une nouvelle vigueur. Cette structure, mise en place en mars 1987, se présente comme « un trait d'union chômeurs-employeurs » français, cela va sans dire. Doté d'une feuille de chou « Le travailleur français » mais surtout de deux serveurs minitels 36 15 FACEMPLI et 3617 FACPRO, il se donne pour mission la mise en place d'antennes dans les départements et les grandes villes pour « tisser un réseau social parallèle au réseau politique ». Son agitation politique récupère le « Tous ensemble » de l'hiver dernier ponctué du slogan « Le social, c'est le Front national ». Méfiance, car ce type d'organisation associative peut être d'une redoutable efficacité dans la perspective de nouveaux mouvements sociaux d'ampleur.

Affaires scolaires

Le M.E.N. intensifie ses apparitions. A peine connu en juin 1996, il distribuait des tracts dans les boîtes à lettres du XVème arrondissement de Paris et appelait à une grande réunion publique dans ce même arrondissement, avec la présence d'Olivier Pichon et de Martine Lehideux. Depuis ses propositions ne cessent d'interpeller parents et enseignants. Dans « Paris l'espoir », une demi-page de publicité lui est consacrée. Pour attirer l'adhérent, encore difficile à appâter chez les enseignants, il propose la « revalorisation » du métier d'enseignant avec les propositions suivantes :

- maintien du critère de la nationalité pour le recrutement des enseignants.
 - titularisation des maîtres-auxiliaires français.
 - création d'un statut temporaire pour les enseignants étrangers.
 - prise en compte des conjoints dans le mouvement des enseignants.
 - définition plus précise des tâches respectives entre parents et enseignants.
- De son côté, le SE-FEN dénonce l'influence du Fn dans l'éducation nationale. Dans une lettre adressée au ministre de l'Education, et rendue publique le 14 octobre dernier, le SE-FEN constate « que l'enseignement public n'est plus à l'abri des tentatives de cette organisation raciste (...). Les enseignants ont une responsabilité immense entre leurs mains, ils sauront l'assumer. Nous espérons qu'ils peuvent compter sur votre soutien » ajoute le syndicat enseignant.

REVUE DE PRESSE

Le quotidien **Le Monde** du 12 octobre annonce à sa une que « Le Front national s'infiltré sur des listes syndicales enseignantes » et consacre une pleine page à cette question. Deux semaines plus tard (24 octobre), le quotidien

constate en première page que « L'extrême-droite cherche à élargir son implantation syndicale » et en page intérieure il souligne que « le Fn exploite ses résultats électoraux qui l'ont placé en tête du vote ouvrier au 1er tour de l'élection présidentielle » et qu'il « marque des points sur le terrain social ». Suit une analyse des réactions des principales confédérations face à ce danger. L'Appel des syndicalistes est également mentionné et la répartition syndicale de ses 1.500 premiers signataires précisée.

Le Peuple, mensuel de la CGT, publie dans sa livraison du 17 octobre un dossier sur « Faire barrage aux faux syndicats Front national ». Après la contribution de Marie Jacek qui propose un coup de projecteur sur le danger Fn et relève « l'analyse percutante » développée dans le Ras l'front n° 37, et signée de notre ami Jacques Ballantines, sur le programme « social » du Fn, on peut y lire une autre contribution « Un vrai combat contre les faux syndicats » signée d'Alain Renault, secrétaire de la fédération transports, qui fait le point sur l'implantation Fn dans le milieu des transports.

Le **Nouvel Observateur** a consacré dans sa livraison du 26 octobre un dossier sur « Les nouveaux réseaux du Front national » où sont étudiés l'implantation du Fn dans la police, les prisons, l'armée, l'école, les transports et les HLM.

Enfin signalons, et ce n'est pas le moins important, que le « **Bulletin mensuel d'information de l'Union départementale des syndicats ouvriers CGT de l'Ariège** » a reproduit dans son édition de mai dernier « L'appel des syndicalistes contre le fascisme ».

Sans-papiers : une analyse de la CGT.

La CGT a produit, fin août 96, un argumentaire « sans papiers » pour ses militants ; constatant d'abord « la difficulté pour comprendre la situation des sans papiers (est) due à la diversité des situations », le texte dénonce les lois Pasqua et Méhaignerie. « Ces textes de loi ont été produits dans une période de débat idéologique fort où les idées d'exclusion des salariés immigrés marquaient des points. Les propos sur l'invasion, ou sur l'impossibilité pour la France d'accueillir toute la misère du monde se multipliaient. Pourtant si le chômage ne cesse d'augmenter, le taux d'immigrés dans notre pays reste stable depuis des décennies. La liaison souvent faite par certains entre ces deux aspects relève de la falsification. »

Relevant que « ces textes jettent dans l'illégalité des hommes et des femmes qui étaient auparavant pleinement insérés dans la société (et) fabriquent des clandestins. », l'argumentaire se pour-

suit sur une analyse du travail non déclaré.

« Les « Sans papiers » sont des salariés dont la précarité et l'exclusion sont la plus extrême. Les ignorer ou considérer ces victimes comme des coupables serait contraire à la nature d'une organisation syndicale.(...) L'exigence pour l'égalité des droits, comme pour leur régularisation s'inscrit naturellement dans la bataille pour le plein emploi solidaire. Chaque salarié non déclaré qu'il soit sans papier ou qu'il soit de nationalité française, ce sont des moyens qui sont soustraits pour l'école, la santé, le logement ou toute autre infrastructure. Chaque sans papiers régularisé, c'est un salarié libéré d'une entrave qui ne lui permet pas de lutter pour que son travail soit déclaré, pour que les richesses ainsi créées financent l'ensemble de la collectivité, que les cotisations sociales soient versées, que le budget de l'état soit alimenté. »

Enfin, le texte conclut sur la nécessité d'une politique de développement au plan international : « Depuis des années, les politiques qui ont été engagées se fixent pour objectif d'arrêter le flux migratoire.(...) (La) fermeture de l'Europe aux peuples du Tiers-Monde qui vivent dans des pays où l'économie s'enfoncé chaque jour, est inopérante.(...) L'issue est dans un développement économique des pays du Tiers-Monde.(...) Dès lors que les individus verront un avenir pour leur pays et pour eux-mêmes, l'aspiration à la migration s'estompera au profit du souhait de vivre au pays. »

Formation syndicale antifasciste.

Pour l'année 1997, les structures syndicales CFDT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont décidé d'intégrer la question du Front national dans leurs stages de formation.

Informations Syndicales

Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front :

Ras l'front

commission syndicale

BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel : 42 43 22 00

Fax : 42 43 23 63

imprimé par nos soins